



**14^e CONFÉRENCE
McDOUGALL**

Son Excellence

Alan García Pérez

Président de la République du Pérou

**Rome
11 novembre 1985**



**Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture**

**14^e CONFÉRENCE
McDOUGALL**

Son Excellence

Alan García Pérez

Président de la République du Pérou

Rome

11 novembre 1985

**Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture**

Monsieur le Président,
Monsieur le Directeur général,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,

L'invitation qui m'a été faite par le Conseil et par le Directeur général de la FAO de prononcer la Conférence McDougall à l'occasion du quarantième anniversaire de l'Organisation est un grand honneur pour mon pays.

Des orateurs éminents se sont succédé à cette tribune tous les deux ans pour prononcer la Conférence McDougall: Indira Gandhi, premier ministre de l'Inde, Bruno Kreisky, chancelier de l'Autriche, Kenneth Kaunda, Président de la Zambie, qui m'ont précédé ici, avaient chacun un point de vue différent, mais tous

se réclamaient d'un même idéal: l'espoir et la volonté que l'humanité survive à ses problèmes et à ses erreurs.

Notre monde, accablé par la faim, par l'endettement, par le péril nucléaire, est un monde de paradoxes et de contrastes extrêmes. D'un côté, les pays industrialisés, où le revenu moyen dépasse 10 000 dollars par an, et dont la population consomme plus de 3 400 calories par jour et par personne; de l'autre, quelque deux milliards et demi d'habitants des pays du sud qui subsistent avec l'équivalent d'à peine 300 dollars par an ou moins encore.

Mais ces deux situations extrêmes sont liées à un seul et même système, à un seul ordre économique, dont l'iniquité a été maintes fois dénoncée, mais contre lequel nous avons pu faire bien peu: je veux parler de l'échange inégal entre la technologie et les matières premières, dont les conditions ne cessent d'empirer: il faut de plus en plus de tonnes de farine de poisson ou de sucre pour acheter un tracteur.

L'endettement - qui est un mécanisme éhonté de transfert de ressources - atteindra cette année 970 milliards de dollars. Déjà en 1984 beaucoup de pays ont consacré au service de la dette plus de la moitié du produit de leurs exportations, perdant ainsi des milliards et des milliards de dollars. Par l'industrie de la mort, par les ventes d'armes toujours plus sophistiquées et qui divisent sournoisement les peuples pauvres, nous, les déshérités de la terre, transférons chaque année des milliards de dollars à l'industrie des pays riches.

Tout cela a été dit maintes fois; mais je voudrais aujourd'hui dénoncer le contraste flagrant entre les organisations internationales qui caractérise ce système mondial. D'un côté, la FAO lutte contre la faim et cherche à faire accéder les pays pauvres aux techniques de développement. De l'autre, une institution comme le Fonds monétaire international impose des conditions et des politiques de stabilisation qui aggravent de façon dramatique les problèmes de nos pays.

Le FMI est une institution dans laquelle le poids de chaque pays ne tient pas, comme ici, à sa souveraineté nationale, mais au montant de ses contributions et au pouvoir de son argent. Dans mon pays, les conditions imposées par le Fonds monétaire ont entraîné des politiques désastreuses qui ont abouti à une contraction de la demande, du crédit, des dépenses publiques, de la production, de l'emploi et des revenus, et à une détérioration de l'alimentation, particulièrement grave pour les plus pauvres.

Nous avons maintenant décidé de faire volte-face et je suis heureux que la Conférence McDougall me donne l'occasion de le proclamer. Nous avons cessé d'appliquer les recettes du FMI et nous nous sommes résolument engagés dans la voie de la FAO, la voie du bien-être et de l'alimentation par la relance de l'agriculture. Les objectifs que nous nous proposons maintenant sont d'accroître la production et la consommation, de développer le crédit et de promouvoir les dépenses publiques productives.

Entre le FMI et la FAO, c'est la FAO que nous avons choisie parce que la vocation d'un gouvernement n'est pas de payer la dette extérieure ni de se plier à des conditions mutilantes pour notre développement: notre devoir de chrétiens et d'hommes est de combattre la faim et de faire triompher la justice. On peut sacrifier tout, sauf le droit fondamental à la vie.

C'est dans cet esprit que nous avons constitué un gouvernement nationaliste et démocratique. Nationaliste face à la dette extérieure, car nous voulons défendre notre marché intérieur et être maîtres de nos richesses. Démocratique, car nous voulons abolir les inégalités et construire un modèle économique visant avant tout à assurer l'alimentation de la population actuelle et des générations futures.

C'est dans cet esprit aussi qu'en tant que nation, nous avons l'obligation, devant le monde, de faire triompher la solidarité et la justice dans un nouvel ordre économique et de promouvoir les idéaux de la Conférence mondiale de l'alimentation qui, il y a plus de dix ans, a fixé comme objectif l'éradication de la malnutrition. Pour cela, nous ne comptons pas sur la charité, nous ne demandons pas l'aumône, mais nous exigeons un système plus juste où le travail des peuples pauvres soit reconnu à sa juste valeur et où la souveraineté et l'égalité de nos pays soient pleinement respectées. Le commerce mondial et la répartition des richesses doivent être réaménagés sur de nouvelles bases. Il faut rompre radicalement avec l'actuel système monétaire dans lequel le dollar est l'unique monnaie universelle, et qui fait de nous de simples instruments du pays qui a le monopole de l'émission.

Face au problème universel de la faim, nous devons promouvoir les finalités de la Convention relative à l'aide alimentaire, de la Réserve alimentaire

internationale d'urgence et du Fonds international de développement agricole. Nous appuyons donc l'initiative de M. Edouard Saouma, Directeur général de la FAO, qui mène avec tant d'énergie le combat contre la faim, et nous nous engageons à souscrire au Pacte mondial de sécurité alimentaire dont la Conférence est saisie.

Mais les pauvres de la terre ne peuvent plus attendre, que ce soient ceux des pays d'Afrique qui mobilisent aujourd'hui notre attention ou ceux des autres pays du tiers monde où il reste de vastes plages de malnutrition et de misère.

A côté de la lutte qui répond au consensus des peuples, nous devons consolider dans chacun de nos pays la démocratie, qui est la meilleure arme contre la faim et l'injustice. C'est là notre premier devoir.

La démocratie est l'expression de la volonté populaire. Mais elle doit aussi être la conscience authentique de l'histoire des pays pauvres. Nos pays ne sont pas seulement victimes de

l'injustice, de la dette et de la violence. La domination politique et économique a aussi entraîné un divorce entre les peuples et leur géographie, créant une perception faussée et aliénée de la réalité nationale. Cette vision faussée à son tour a conduit à adopter des habitudes alimentaires et des modèles technologiques sans aucun rapport avec notre environnement ni avec notre histoire sociale.

C'est là, Monsieur le Président, le thème central que je tiens à souligner. La faim, la disette, les souffrances humaines, ont souvent été évoquées devant cette assemblée. Nous sommes sensibles à ces tragédies et nous partageons ces préoccupations. Mais en cette occasion, je voudrais parler de l'alimentation dans une autre optique, de l'alimentation en tant qu'expression de la conscience culturelle et historique. Sur le plan de la démocratie, l'alimentation peut être plus qu'une réponse à la pénurie, elle peut être une affirmation de la libération nationale.

Tel est, Monsieur le Président, le sens de l'effort que nous menons aujourd'hui pour retrouver notre véritable identité géographique.

Au cours des siècles, le Pérou, où régna autrefois un empire fondé sur l'agriculture, a oublié ses montagnes et ses cultures indigènes, et a pris l'habitude de consommer des aliments étrangers, ne pouvant être produits que dans des plaines dont notre pays est dépourvu; il a ainsi acquis une vision faussée de lui-même et cette distorsion s'est aggravée pendant les dernières décennies. Seule la conscience de sa géographie et l'appréciation réaliste de son potentiel productif permet à un peuple de maîtriser son environnement par des technologies appropriées. La conquête européenne a entraîné un divorce entre le peuple péruvien et sa géographie, le poussant à consommer des aliments et des ressources d'origine étrangère; il a perdu contact avec sa propre réalité.

Depuis des décennies, la production agricole diminue dans mon pays. Le rendement des cultures a fléchi, il a fallu importer davantage de vivres et la consommation massive de produits étrangers a fait oublier les conditions techniques et l'organisation sociale propres au Pérou. Les importations de vivres ne posent pas seulement un problème de devises: elles font perdre au peuple la conscience historique et géographique de son propre pays. La consommation massive de blé, produit d'autres géographies, d'environnements radicalement étrangers au Pérou, a rendu inutiles les Andes, toutes les montagnes de notre pays, ainsi que les outils et les techniques qui ont permis de les maîtriser, le langage antique, les structures conceptuelles, les relations familiales, la signification même de la politique et de la religion. Ainsi est apparu le sentiment de la pénurie, l'idée que la pauvreté est une réalité inéluctable; sans quitter leurs terres, nos paysans se sont exilés en masse de leur propre histoire.

Et pourtant, il y a moins de cinq siècles, les Incas arrivaient à nourrir une population comparable à celle d'aujourd'hui, et peut-être même plus nombreuse, parce qu'ils acceptaient la géographie du pays, et parce qu'ils ont su la maîtriser par des techniques appropriées. La civilisation andine embrassait il y a cinq siècles, comme aujourd'hui, une grande variété écologique, représentative de la moitié des climats du monde. Sa géographie était comparable à celle du Népal, de l'Ethiopie, d'une partie de la Chine et de l'Inde, mais très différente de celle de pays comme les Etats-Unis, l'Australie ou l'Argentine.

L'antique civilisation des Incas a su dominer la grande complexité de l'écologie, de la topographie et du climat grâce à un travail technique de simplification et la société, consciente de la géographie tourmentée, a su la maîtriser et conquérir les montagnes en modulant les cultures selon l'altitude.

C'est ainsi qu'au cours des siècles on a imaginé des terrasses de toutes sortes et transformé les versants abrupts en gradins cultivables. Tandis que dans les pays de plateau et de plaine, le progrès technique a remplacé la charrue par le tracteur qui convient aux vastes superficies plates, les instruments techniques du Pérou antique furent les terrasses.

Et aussi l'organisation humaine, car la complexité écologique et climatique imposait un travail collectif. La société put ainsi s'identifier avec la terre et cette conscience collective de la stabilité et de la continuité sociales et politiques a été la base d'une longue ère de dynasties stables. Au seizième siècle, l'invasion européenne a rompu cette relation entre l'homme et la terre. Venus de pays de plaines et plateaux, les conquérants furent incapables de comprendre une géographie qui leur était étrangère. Ils ont imposé une vision incompatible avec cette géographie et une nouvelle conception spatiotemporelle de l'histoire. A

l'axe andin et à la capitale politique de Cuzco se substituèrent les zones côtières. L'identification de l'homme avec sa terre céda la place à une extraction minière et le Pérou, de pays agricole, se transforma en un pays minier satellite de l'Europe mercantile. Au traumatisme de la conquête se superposa la domination des Européens sur la société ancienne. L'agriculture devint le propre du peuple dominé et les Andes cessèrent d'être le centre historique et économique pour n'être plus que la terre des vaincus.

J'ai souvent affirmé dans mon pays que la motivation profonde des paysans qui abandonnent leur terre pour affluer vers les villes est la volonté de sortir de cette situation de vaincus où ils sont relégués depuis quatre siècles. La conquête fut donc à l'origine pour le Pérou d'une conception erronée de lui-même. Elle fut à l'origine d'une vision de plaines et de plateaux dans un pays dont la réalité est la montagne, dans un pays vivant de terrasses aménagées sur des versants escarpés

pour produire pommes de terre et maïs qui sont notre apport à l'histoire de l'humanité. Cette civilisation séculaire s'est peu à peu convertie au blé et est ainsi devenue tributaire de vastes plaines qui n'existent pas sur notre territoire.

Peu à peu, les millions d'hectares de gradins et de terrasses qui avaient été construits dans les montagnes furent abandonnés; les chemins qui unissaient entre elles les diverses zones agricoles du Pérou furent oubliés, il y eut une brutale régression démographique et la société recula devant la géographie. La terre cessa d'être l'expression de l'identité de l'homme et son miroir pour devenir seulement le lieu de relégation des vaincus et l'instrument du féodalisme andin qui s'affirma à partir de ce moment-là.

Depuis cinq siècles, le Pérou ne s'identifie plus à sa terre. Certes, nous avons bien eu une réforme agraire, mais ce fut une réforme juridique; la propriété de la terre a été dévolue de droit aux paysans; mais de fait la domination de la ville sur

la campagne a perpétué la marginalisation des Andes qui s'était amorcée lors de la conquête, et les importations croissantes de vivres ont continué à accentuer le clivage entre la société et son environnement géographique.

La grande disparue, Indira Ghandi, a dit à cette même tribune, citant un hymne hindou: "Toutes les créatures vivantes prennent naissance dans les aliments; ce sont les aliments qui les maintiennent en vie; puis, une fois mortes, elles redeviennent aliments".

On pourrait dire de même: "Toutes les sociétés prennent naissance dans les aliments; c'est par les aliments, expression de leur capacité technique de dominer leur géographie, qu'elles se maintiennent en vie et qu'elles construisent leur conscience spatiotemporelle".

Car la démocratie à laquelle nous aspirons n'est pas une démocratie urbaine, dominée par la bureaucratie, c'est une démocratie basée sur les retrouvailles avec la terre, sur la conscience de notre alimentation endogène, produit de notre géographie nationale.

Depuis le début du siècle, le Pérou est resté soumis à la loi des conquérants, aux cycles de l'économie capitaliste mondiale, à l'instar des autres pays de la périphérie exportateurs de matières premières agricoles comme le coton et le sucre. Mais ce sont là des produits de la nouvelle agriculture des zones côtières, par opposition à l'agriculture des Andes. L'économie andine est restée complètement marginale.

Depuis la deuxième guerre mondiale, le Pérou a entrepris un processus d'industrialisation et d'urbanisation qui a encore accentué la marginalisation des campagnes, et plus particulièrement des Andes.

L'industrie qui s'est créée depuis 1945 est centraliste et urbaine. En outre, c'est une industrie de transformation des aliments étrangers, une industrie

du blé, qui a de plus en plus évincé les produits nationaux. La naissance de l'industrie il y a trente ans a scellé le destin du Pérou en tant que pays importateur par la construction de grands moulins et la disparition presque totale de nos aliments traditionnels.

Entre 1970 et 1983 la production de maïs est tombée de 45 à 31 kilos par habitant; celle de pommes de terre et autres racines et tubercules indigènes de 140 à 60 kilos. Pendant la même période, au contraire, les importations de blé sont passées de 35 à 52 kilos par habitant et celles de maïs de 1 à 24.

Ce processus de substitution des aliments, favorisé par l'industrie, a encore appauvri les paysans des Andes, et accéléré l'exode rural; de plus il a inspiré aux paysans migrants un sentiment d'insécurité. Déracinés, ils ont perdu leur sécurité alimentaire et leur confiance dans leur capacité technologique. Et comme la terre est au coeur de la

relation de l'homme avec lui-même, les migrants ont perdu leur perception de leur propre être. L'identité chaleureuse avec la terre a disparu, remplacée par la froideur glaciale de l'environnement urbain; à la conscience communautaire de la société s'est substitué un individualisme en réaction contre le milieu hostile.

Depuis 1970, devant la crise pétrolière et le marasme de l'économie mondiale, les pays riches ont recours au protectionnisme. A l'ère d'expansion des sociétés transnationales a succédé une ère de gestion financière des banques comme mécanisme pour pomper les excédents; dans mon pays, l'industrie a souffert de l'ouverture du marché - les importations étant financées par l'endettement. A cause de cela, la marginalité et la misère se sont encore aggravées ces dernières années.

J'ai voulu rattacher la réalité présente au Pérou, successivement pays exportateur, pays en voie d'industrialisation et d'urbanisation et pays

débiteur, à ses péripéties historiques, et montrer comment, à travers les vicissitudes des relations avec le système capitaliste mondial, les mêmes tendances se sont maintenues: la société urbaine, administrative et importatrice a toujours été privilégiée aux dépens d'une agriculture de plus en plus déprimée.

Du fait de ces antécédents historiques, la structure de mon pays est donc caractérisée par de profondes contradictions: sur le plan spatial, centralisme urbain excessif et domination de la capitale; sur le plan social, extrême concentration des revenus; enfin, sur le plan économique, clivage entre les secteurs industriel et administratif d'une part, et l'agriculture de plus en plus marginalisée de l'autre. Ce clivage a engendré un cercle vicieux: l'agriculture, reculant devant les importations croissantes d'aliments, produit de moins en moins et le paysannat s'appauvrit; l'industrie, face à cette agriculture déprimée, s'appauvrit à son tour faute de débouchés.

Il n'y a donc pas d'autre solution qu'une transformation historique qui assure l'avènement de la justice sociale et crée des conditions propices à un développement économique équilibré.

Ce processus ne devra à aucun prix redonner du dynamisme aux structures perverses qui nous ont été imposées; dans les conditions actuelles, un effort de relance exclusivement urbaine et industrielle nous condamnerait à perpétuité à dépendre des importations. Nous devons au contraire promouvoir une transformation beaucoup plus profonde reposant sur un modèle d'alimentation autochtone, condition sine qua non d'une révolution sur tous les fronts, celui du nationalisme comme celui de la justice et de la renaissance sociale.

La première étape d'une révolution nationaliste doit être le retour à notre histoire, à la réalité oubliée de l'espace-temps agricole; la conscience retrouvée de la multiplicité écologique, l'acceptation des cultures en terrasses, la remise en honneur

des plantes indigènes, la réactivation de l'organisation communautaire et enfin la récupération des Andes, qui sont l'axe historique du Pérou, en tant qu'espace utile à l'homme.

Tel est le sens de la renaissance historique à laquelle nous aspirons : restaurer l'identité de la société avec la terre, ancrer la sécurité dans une conscience authentique et mettre un point final à l'exode rural, fuite devant la réalité qui stérilise de vastes pans de notre pays.

Pour que cette transformation soit possible, nous misons sur une conception nationaliste définie comme le droit à une existence autonome, le droit de travailler et de protéger notre industrie en n'ouvrant pas notre marché selon les diktats d'un libéralisme absolu, le droit de planifier l'économie et de diriger les ressources dans le sens d'un modèle historique axé sur l'alimentation, sur l'agriculture et sur la pêche.

Nous avons donc décidé de réduire les flux de ressources destinés au service de la dette extérieure, et plus particulièrement les remboursements aux banques commerciales.

Nous affirmons l'injustice de cette dette née de l'échange inégal, alourdie par des taux d'intérêt usuraires, et aggravée par le protectionnisme qui fait baisser le prix de nos produits et bloque nos échanges.

L'expérience historique prouve que le projet de maintenir les relations financières au moyen d'un "carrousel" du crédit ne fait qu'aggraver la situation.

Nous déplorons que les pays économiquement forts ne comprennent pas la nécessité de trouver une solution politique à ce problème.

Nous déplorons que les nombreux dialogues, les multiples réunions, n'aient pas abouti à une action concertée des pays débiteurs. Nous avons foi dans

l'action commune et la solidarité, mais nous refusons l'inertie et nous misons aussi sur les décisions nationales; nous ne voulons pas continuer à nous endetter encore plus pour payer nos dettes antérieures et nous confirmons notre décision de ne pas consacrer au service de la dette plus de 10 pour cent de nos recettes d'exportation.

En cette heure où des centaines de millions d'êtres humains en Afrique, en Asie et en Amérique latine attendent en vain des vivres, en cette heure où la violence et la misère s'abattent sur nos sociétés, les banques peuvent bien attendre. Les pauvres du monde entier, la raison et la justice ont assez attendu.

La décision du Pérou signifie que le remboursement de la dette, intérêts et capital, sera sujet à un plafond variable: c'est la réponse d'un pays pauvre et c'est une décision irrévocable.

Les propositions avancées à Séoul lors de la dernière réunion du Fonds monétaire et visant à ouvrir de nouvelles lignes de crédit par l'intermédiaire d'autres organismes financiers ont pour but d'éviter l'épuisement du Fonds monétaire international et pour objectif implicite de maintenir en vigueur la politique officielle du monétarisme et la prééminence d'une institution dont les critères et conditions tendent à aggraver les problèmes qui accablent nos pays.

A cause de notre décision, la dette péruvienne est considérée par la Banque nord-américaine comme une créance dévalorisée et les crédits et les décaissements sont retardés par toutes sortes d'expédients. Mais ces sanctions ne nous feront pas revenir en arrière. Si c'est le prix à payer pour reconquérir la souveraineté et la sécurité alimentaire du peuple péruvien, nous le paierons. Pour affirmer notre droit à nous fixer un programme de transformation économique sans intervention extérieure, nous avons refusé la médiation du Fonds monétaire international

dont les conditions - ouvrir nos frontières, dévaluer notre monnaie, relever les taux d'intérêt et réduire les dépenses sociales de l'Etat - revenaient à nous demander de renoncer à notre souveraineté. Nous avons choisi la voie opposée, et nous avons mis en place un modèle économique souverain fondé sur la réduction sensible des taux d'intérêt intérieurs, la stabilité du change, le contrôle des prix et la réduction des marges de bénéfices des monopoles. Nous avons ainsi prouvé ce que peuvent accomplir les peuples en s'affranchissant de la tutelle du système monétaire international: notre taux d'inflation a été ramené, en deux mois, de 11% à 3% par mois.

Grâce à la réduction du service de la dette extérieure, à la limitation des achats d'armement et des importations somptuaires, et à l'accroissement de la participation publique au bénéfice des richesses naturelles telles que le pétrole, l'Etat peut orienter davantage de ressources vers les services sociaux et la relance de l'économie, et en particulier de la production agricole.

Nous refusons de sacrifier le développement historique du Pérou et l'alimentation des Péruviens aux appétits et aux ambitions de la Banque mondiale.

Les prix de nos produits agricoles, de la viande, du lait, du coton, du sucre, du cuivre, de l'argent, de la farine de poisson, diminuent de jour en jour sous l'effet des politiques protectionnistes des pays riches qui subventionnent leur propre production pour dominer le marché mondial d'exportation; les prix de nos matières premières baissent et on exige de nous que nous payions ponctuellement sans délai de grâce nos dettes envers les banques. Avec quoi pourrions-nous payer? Et pourquoi payer? Nous affirmons que notre premier devoir est de défendre notre richesse naturelle. Nous récusons la créance de Shylock et refusons de payer comme le Marchand de Venise avec notre chair et notre sang. Nous sommes décidés à défendre et à garder dans notre pays les

excédents et ressources que la structure perverse de l'économie mondiale nous obligeait à laisser partir à l'étranger. Nous voulons en effet faire renaître une conscience historique et géographique qui permette la restauration de ce que fut le Pérou. Une révolution n'est autre chose que la reconquête de l'histoire propre d'un peuple. Quand on nous demande ce que nous ferons des ressources que nous retenons maintenant dans le pays, nous répondons qu'elles nous serviront à construire un nouveau modèle économique et social, un modèle de démocratie au service de l'alimentation. C'est pourquoi cet anniversaire de la FAO a une signification particulièrement importante pour le Pérou.

Nous affirmons en effet que la pierre angulaire du nationalisme est la terre. Il n'y a pas de nationalisme théorique. Une nation n'est pas un moi pensant comme dans les concepts périmés de la philosophie idéaliste: c'est la capacité

technologique de dominer la géographie; seule la conscience de cette géographie peut nous mettre en mesure d'en tirer les aliments qu'elle est capable de produire et de briser le cercle vicieux des importations qui appauvrissent le paysannat et condamnent l'industrie urbaine à dépérir faute de débouchés.

Nous sommes convaincus que le Pérou, de même que les autres nations, a l'obligation de réaliser le potentiel productif de ses propres terres et de sa propre société. Nous n'y parviendrons pas du jour au lendemain, mais nous sommes fermement résolus à remplacer les aliments que nous consommons aujourd'hui par ceux que nos terres peuvent produire.

Le Pérou, qui a fait don à l'humanité de la pomme de terre, aujourd'hui consommée dans tous les pays, est maintenant obligé de l'importer. Le Pérou qui, avec d'autres pays d'Amérique latine, a donné naissance au maïs,

importe aujourd'hui 40 pour cent de son maïs. Nous importons des produits laitiers et des matières grasses. Nous importons du soja; nous importons en totalité le blé qui est aujourd'hui l'aliment de base des pauvres du Pérou, alors que, comme je l'ai dit, un pays de montagne ne peut pas le produire. Nous savons bien que les excédents agricoles qui sont distribués dans le monde sont déversés sur un marché dominé par le monopole de quelques pays, principalement du plus puissant d'entre eux, et que ces pays s'en servent pour faire pression sur nous et pour étendre leur pouvoir à nos dépens. Bien plus, les excédents agricoles écoulés dans le monde à des conditions de faveur ont un effet pervers sur l'agriculture de nos pays: nous ne savons plus ce que peut produire le Pérou et notre agriculture continue à s'appauvrir et à se dévitaliser.

Nous ne prétendons pas atteindre l'autosuffisance alimentaire, mais nous voulons développer les cultures indigènes telles que la pomme de terre, le maïs et le quinoa.

Après la conquête européenne, certains de nos produits agricoles, auxquels la culture péruvienne traditionnelle attribuait une valeur religieuse en raison de leur immense richesse en protéines et en calories, furent interdits en raison même de cette signification religieuse. Nous voulons recommencer à exploiter ce matériel génétique oublié. Nous voulons faire renaître la domination séculaire des Péruviens sur leur propre géographie, qui a été supplantée par des habitudes de consommation et d'importation qui ne correspondent pas à notre vocation. Dans ce dessein, nous avons créé il y a trois mois un Fonds de soutien des prix agricoles et nous avons pris une initiative cruciale: nous avons réduit des quatre cinquièmes les intérêts sur le crédit agricole dans les zones les plus

déprimées. C'est une façon de transférer aux campagnes ce qui était jusqu'à présent la prérogative des villes: dans les Andes péruviennes, les taux d'intérêt, qui pouvaient atteindre 108 ou 110 pour cent, ont été ramenés à 19 pour cent et même à moins de 10 pour cent dans les zones ravagées par la violence; c'est une forme d'aide publique à ces régions déshéritées.

Mais notre nationalisme ne se limite pas au seul secteur de l'agriculture: il doit aussi trouver son expression dans le monde de la pêche. Au lieu de produire de la farine de poisson à exporter nous devons utiliser nos ressources pour l'alimentation des Péruviens.

En cette Assemblée, qui s'occupe d'agriculture et de pêche, il convient de rappeler que le Pérou fut un des principaux pays producteurs de poisson du monde et s'est classé à certains moments au tout premier rang par le volume de ses captures. Pourtant c'est un des pays où la consommation de poisson par habitant est la plus basse. Alors qu'au Japon elle

dépasse 60 kilos par an, et que dans d'autres pays de l'Amérique latine moins riches que nous en ressources halieutiques, elle est supérieure à 20 kilos, au Pérou, jadis premier producteur mondial, elle n'est que de 10 kilos en moyenne. Il est vrai que, depuis 30 ans, sur 100 tonnes de captures, une seule a servi à l'alimentation de l'homme, le reste étant utilisé pour faire de la farine de poisson destinée aux éleveurs européens.

Nous avons vu la prolifération anarchique d'usines surdimensionnées pour exploiter les ressources halieutiques d'une nation affamée.

A ce propos, Monsieur le Président, et Monsieur le Directeur général, je tiens à affirmer ma conviction qu'après de longues années d'exploitation des eaux péruviennes pour nourrir le bétail européen avec de la farine de poisson, le peuple péruvien, solidaire des millions d'êtres humains qui souffrent de la faim, se joindra à moi pour offrir une partie de

nos immenses richesses halieutiques et de la capacité de nos usines aujourd'hui inemployées en vue de nourrir les pauvres de la terre.

Nous ne voulons pas que l'impérialisme prédateur fasse main basse sur les eaux péruviennes. Leurs richesses doivent permettre de nourrir ceux qui ont faim. Nous sommes un pays pauvre, mais du fond de notre pauvreté, nous sommes disposés à aider ceux qui sont plus pauvres que nous. La richesse des mers péruviennes fait partie du patrimoine commun des pauvres de la terre.

Le nationalisme alimentaire, c'est aussi l'affirmation de la démocratie. Si la démocratie est l'égalité distributive, elle doit commencer par les plus pauvres, par les paysans marginalisés des Andes, qui sont tout en bas de la pyramide sociale. Si nous cherchons à développer la production et la consommation de pommes de terre, de maïs, de quinoa et d'autres produits indigènes, c'est aussi parce que ces plantes sont cultivées par les paysans et les communautés andines les plus pauvres du pays.

Le modèle de transformation que nous proposons est articulé autour de l'alimentation. Il est nationaliste parce qu'il tend à restaurer un modèle endogène de consommation. Il est démocratique parce qu'il prend pour point de départ les paysans les plus pauvres et il est décentralisateur parce qu'il est orienté vers la terre. La démocratie ne saurait être la reproduction et l'hégémonie du modèle urbain; elle doit reconnaître les organisations sociales qui ont résisté aux assauts du temps comme la communauté péruvienne et les adapter aux structures de l'Etat nouveau. C'est pourquoi depuis trois mois, devant la carence des services publics ruraux, le Gouvernement péruvien a constitué ce que nous appelons les "microrégions andines", unités de planification et d'administration qui ont pour vocation de promouvoir le développement concerté avec les agents économiques et avec les associations populaires. Jusqu'à présent, les services publics, qu'il s'agisse d'alimentation ou de santé, ont été le privilège exclusif des villes et du secteur industriel et administratif. Par la création des microrégions, l'Etat cherche à donner au secteur agraire l'accès aux services de santé, d'alimentation et de vulgarisation technique.

Si devant le monde nous nous faisons les hérauts de la solidarité entre toutes les nations, nous avons de même le devoir, devant le Pérou, de créer une solidarité entre l'industrie urbaine et le reste de la société. C'est pourquoi nous remettons en question la conception même des services de santé: la conception urbaine, qui repose sur les hôpitaux et la médecine curative, doit céder la place à une action préventive à la base, fondée sur la vaccination et l'alimentation dans tout le secteur agraire. C'est ainsi qu'en réduisant les intérêts, en relevant les prix agricoles, en subventionnant les engrais, en améliorant les services sanitaires, éducatifs et techniques, nous réaffecterons au profit du secteur agricole les centaines de millions de dollars précédemment destinés au service de la dette.

Ce qui sera pour notre pays une véritable révolution, c'est la valorisation économique du paysannat; l'organisation sociale séculaire du Pérou a résisté aux assauts du temps grâce à sa cohésion et aussi parce qu'elle a été totalement marginalisée. Dans des milliers de villages, des millions de péruviens sont la preuve vivante de la conscience historique ancestrale et de la maîtrise oubliée de l'environnement.

Le paysannat doit être reconnu comme partie intégrante de l'Etat nouveau. C'est dans cet esprit que les ressources sont affectées directement aux communautés paysannes. L'Etat est toujours resté étranger à ces communautés, suspendues à 4 ou 5 000 mètres d'altitude. Désormais, il les touchera directement, sans passer par l'intermédiaire des bureaucraties urbaines qui dénaturent ses intentions.

En même temps que l'Etat péruvien s'est proposé comme objectif une démocratie nationaliste et décentralisée axée sur l'alimentation, il cherche, au moyen de l'alimentation, à construire une économie homogène.

J'ai montré tout à l'heure le clivage qui existe entre les secteurs économiques du Pérou, entre les secteurs urbain, industriel, administratif d'une part et l'économie agricole marginalisée de l'autre. A ce clivage, nous voulons substituer un marché national des biens de consommation: nous voulons promouvoir le bien-être des familles paysannes et intégrer leur production et leur demande à l'économie nationale.

Les entrepreneurs et les industriels de mon pays savent bien que seul le développement de l'agriculture marginale et la distribution des revenus dans le paysannat permettront l'expansion de l'industrie urbaine qui aujourd'hui est en crise faute de marché. C'est pourquoi même si les excédents que nous importons aujourd'hui sont une aide pour les populations urbaines, du fait de leurs prix relativement bas, ils sont en dernière analyse une menace pour elles, car ils empêchent la création d'un marché de consommation parmi le paysannat.

Le Président Kenneth Kaunda a cité une ancienne parabole africaine selon laquelle, quand un étranger arrive, on le nourrit les premiers jours, mais on lui donne ensuite un outil aratoire: de même, notre pays ne peut indéfiniment vivre d'importations bon marché et continuer à hypothéquer son avenir. Nos pays doivent promouvoir leur propre intégration en développant leur production agricole, car les importations subventionnées sapent leurs structures.

Le projet alimentaire du Gouvernement suppose implicitement un modèle anticrise. L'inflation dont souffrent tous nos pays a des causes multiples: les prix fixés par les monopoles, les importations coûteuses et surtout la réduction de l'offre agricole: une des causes fondamentales de l'inflation est la faible productivité de nos terres. Au Pérou, le rendement moyen de pommes de terre n'est que de 5 à 6 tonnes à l'hectare. Dans d'autres pays, il peut dépasser 30 tonnes, alors que la pomme de terre, comme je l'ai déjà dit, est originaire du Pérou. Avec des engrais et des semences améliorés, le rendement pourrait doubler. De même pour le maïs, il pourrait être relevé de 50 pour cent.

Si l'on nous demande pourquoi nous tenons ainsi à privilégier l'agriculture, nous répondons qu'il faut concentrer les ressources limitées de l'Etat sur le secteur où le rapport capital-produit est le plus favorable. Un emploi dans l'agriculture ou dans les activités destinées à améliorer sa productivité coûte de 30 à 40 fois moins qu'un emploi nouveau

dans l'industrie ou l'administration publique. La rentabilité sociale et économique de l'agriculture est donc infiniment supérieure à celle des autres secteurs.

J'ai voulu démontrer que le modèle alimentaire que propose le Gouvernement péruvien est la base de la démocratie. Nous voulons instaurer une démocratie nationaliste et décentralisée, créer un marché de consommation intérieur et un modèle anticrise en cette ère d'inflation. Mais en dernière analyse, c'est aussi un modèle de participation dans une société actuellement ravagée par la violence.

L'image que donnent de notre pays les journaux et les agences de presse du monde est celle d'un pays en proie à la violence et à la subversion.

Ces dernières années, le drame du terrorisme et de la subversion a provoqué des milliers de morts. Nous répudions l'idéologie totalitaire et la justification de la violence comme nécessité historique. Aux armes de la subversion nous répondrons par les

armes de la légitimité et de la démocratie. Nous riposterons vivement, mais dans le plein respect de la loi et des droits de l'homme.

D'un autre côté, nous comprenons pourquoi le terrorisme a choisi les zones les plus pauvres du pays pour tirer parti de la misère insupportable des paysans et se réfugier à l'abri de l'organisation séculaire des communautés paysannes.

J'ai expliqué à l'Assemblée des Nations Unies pourquoi, dans ces conditions, nous avons fixé un plafond au remboursement de la dette extérieure, et j'ai exhorté les pays d'Amérique latine à conclure un accord régional afin que nous ne dépensions plus pour l'armement des millions de dollars qui pourraient servir à soulager la misère des villages oubliés et à revitaliser les zones les plus misérables par des apports directs de ressources, des bonifications d'intérêt, la promotion de la consommation des produits indigènes et la reconnaissance de leur organisation sociale. C'est en leur rendant la

vigueur qui fut la leur et dont elles furent spoliées que l'Etat pourra véritablement s'identifier avec la société et faire triompher la démocratie comme modèle efficace de développement. La lutte qui ravage le Pérou comme tous les autres peuples pauvres de la terre est une lutte entre la violence qui se travestit en idéologie et la démocratie qui doit prouver qu'elle est capable de résoudre les problèmes sociaux. Je suis convaincu que la démocratie saura vaincre la violence; mais elle ne pourra le faire que par la force de la justice et du développement des secteurs les plus défavorisés. En effet, la démocratie se doit de défendre avant tout le premier des droits de l'homme, le droit au pain.

Tel est, Monsieur le Président et Messieurs les délégués, le grand objectif historique de notre effort pour constituer un gouvernement nationaliste, démocratique et populaire, pour faire renaître la conscience géographique et historique du Pérou, pour conquérir l'émancipation de notre pays; oui, Messieurs

les délégués, tel est notre effort pour renforcer le nationalisme, la démocratie, la décentralisation, pour construire une économie unitaire capable de surmonter les crises, pour conquérir notre pain, gage de paix et de liberté.

Si je me suis permis d'évoquer brièvement l'histoire du Pérou, c'est que j'y vois un exemple représentatif de beaucoup de nos pays; c'est que j'ai voulu, à l'occasion du quarantième anniversaire de la FAO, illustrer le modèle de démocratie alimentaire que nous sommes fiers de proposer, pour prouver que l'alimentation n'est pas seulement le remède à la faim, mais qu'elle a aussi une signification historique et culturelle qui peut donner son inspiration à une révolution.

Comme il partage ces grands objectifs avec d'autres nations, le Gouvernement péruvien sait qu'il est dans la mouvance du consensus plus vaste des peuples pauvres de la terre que nous représentons ici. Je suis ici en tant qu'interprète de la solidarité de

mon pays avec le mouvement des non-alignés et des pays d'Afrique qui actuellement souffrent de la sécheresse et de la faim. Puissiez-vous, Messieurs les délégués, entre autres points forts de cette Conférence, avoir pris note de la volonté du Pérou de renouer le fil de son histoire et d'abattre tous les obstacles; puissiez-vous dire à vos peuples que nous sommes avec eux dans la lutte et dans l'espérance.

L'objectif de notre Gouvernement est d'affirmer le droit à la vie. L'humanité n'est pas condamnée à la faim. Dieu a doté notre planète de ressources matérielles et intellectuelles suffisantes pour assurer la vie. L'histoire du genre humain et l'égoïsme des plus puissants ont entraîné une mauvaise répartition de ces ressources et créé un monde de paradoxes.

Nous croyons en Dieu, nous croyons en notre pain quotidien. Comme le prophète Isaïe, nous conserverons l'espoir de voir le jour où le glaive se

transformera en soc et la lance en faucille, où aucun pays ne lèvera plus les armes contre un autre, et n'aura plus besoin d'entraîner les hommes aux arts de la guerre. Nous transformerons alors les armes en pain et le pain sera paix et justice; ce n'est plus l'appel de notre faim ni celui de la faim des autres qui nous unira mais l'appel de Dieu.

Comme dans les vers douloureux du poète andin, le Pérou pourra frapper à la porte de toutes les nations pour offrir, sans savoir à qui, du pain chaud cuit au feu de son coeur. Je vous remercie.

W/R6930/F